

DISCOURS A L'OCCASION DU 29EME CONSEIL DES MINISTRES
DE LA COI PAR JEAN-PAUL ADAM, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA REPUBLIQUE DES SEYCHELLES

MORONI, UNION DES COMORES, JEUDI 10 AVRIL 2014

Mesdames et Messieurs,

Je me sens particulièrement heureux d'être de nouveau, dans cette coquette ville de Moroni, pour prendre part à ce Conseil Ministériel dont chaque session est pour moi une invitation à revisiter les voies empruntées par nos Etats afin d'en dégager de nouvelles pistes plus porteuses d'espoir.

En tant que jeune responsable de cette sous région, je me sens toujours honoré de faire partie de ce processus du renouveau de notre Organisation attelée à la construction d'une indianocéanie intégrée, pacifique et prospère. Ma joie est d'autant plus grande que cette fois-ci Madagascar est aujourd'hui avec nous, dans la plénitude de ses droits et devoirs dans la communauté internationale, un fait dont je me réjouis pleinement. Il m'est donc agréable, en cette heureuse circonstance, d'adresser mes vifs remerciements aux autorités comoriennes qui nous accueillent tous dans la pure tradition de l'hospitalité de nos peuples : une hospitalité attentionnée et empreinte de chaleur, à l'image des relations d'amitié qui nous unissent. Est-il besoin de dire que ce Conseil s'inscrit dans la continuité de cette amitié profonde qui s'inscrit en droite ligne des liens historiques et culturels que nos peuples ont su tisser au fil des décades, et qui continuent de revêtir aujourd'hui les avenues de nos relations.

Cette amitié, il nous a récemment été donné de la vivre et de la magnifier à l'occasion des célébrations du 30ème anniversaire de la signature de la Déclaration de Port-Louis et de l'Accord Général de Victoria.

En réunissant la famille COI à Maurice et aux Seychelles, ces moments privilégiés ont permis d'affirmer davantage notre identité, de montrer l'importance de nos missions et de nos réalisations depuis trois décennies, mais aussi d'ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir grosses de promesses et d'ambitions partagées. Nous sommes plus que jamais déterminés à progresser ensemble, afin d'apporter des réponses concertées aux défis et aux problématiques de nos îles.

A cet égard, je me félicite de la restauration de l'ordre constitutionnel et démocratique à Madagascar. Et j'apprécie à sa juste valeur la résolution des nouvelles autorités malgaches de lancer le pays sur la voie de la réconciliation nationale, dans la paix, la démocratie et la stabilité. Il va sans dire qu'une telle stabilité est cruciale pour le succès de tous nos projets dans l'océan Indien, la stabilité dans la démocratie étant l'une des constances sur lesquelles nous avons fondé notre œuvre d'intégration.

C'est le lieu pour moi de saluer le rôle de premier plan joué par la COI dans la difficile sortie de crise. Il ne fait guère de doute que la réinstauration pleine et entière des droits et obligations de Madagascar dans l'Union Africaine, comme dans les autres institutions internationales, permettra de relancer le flux financier vers le pays, et l'ouverture de nouvelles perspectives heureuses pour cette grande terre d'opportunités.

C'est aussi le lieu de saluer le bilan de notre Organisation durant l'année écoulée qui me paraît, à tous les égards, riche et fructueux. Dans ses domaines de compétence, la COI a été incontestablement dans l'action en vue de faire entendre la voix des Petits Etats Insulaires en Développement, de contribuer au développement de la région, mais aussi de conforter la paix et la sécurité.

C'est un lieu commun de dire que la sécurité maritime s'imprime une importance vitale dans notre région. Bien qu'en nette décroissance, les attaques de pirates ne restent pas moins une menace constante qu'il nous faut continuer à combattre sans répit, tout comme les autres crimes organisés.

Notre appartenance à cet espace océanique partagé est soulignée par la volonté de nos états à redéfinir les modalités de la sécurité maritime dans notre sous-région. Nos opportunités en partage à travers le concept

d'une économie bleue, ne peuvent se réaliser sans le renforcement de nos capacités sécuritaires. Les Seychelles ont déjà bâti une plateforme pour le partage d'informations dans notre sous-région, et nous espérons que la suite du programme MASE permettra de renforcer davantage notre sécurité maritime collective. Nous donnons notre plein soutien à toutes les initiatives de nos pays membres, confiant des complémentarités de nos moyens et de nos capacités- et surtout de notre volonté politique partagée.

Pour ce qui est des actions qui s'inscrivent dans la voie du progrès en vue d'un développement harmonieux et équilibré, la Commission de l'Océan Indien montre un engagement politique fort, à travers une volonté politique commune de ses membres. Cette volonté trouve un stimulant incomparable dans l'appui décisif de nos partenaires dont nous pouvons mesurer l'efficacité à travers le large éventail de projets portés par la COI. Je leur adresse mes vifs remerciements pour cet apport de qualité dans notre œuvre commune de construction d'une indianocéanie plus forte et plus résiliente.

En effet, des efforts conséquents ont été faits en appui à notre plaidoirie pour l'insertion de l'économie bleue (ou océanique) dans l'agenda international, mais aussi pour guider notre action vers l'excellence écologique et environnementale : une démarche qui s'inscrit d'ailleurs dans la logique de la défense des principes du développement durable à l'échelle globale.

En cette année internationale des Petits Etats insulaires en Développement et au seuil de la Conférence des Nations Unies sur les Petits Etat insulaires en Développement à Appia, aux îles Samoa, il nous appartient de conforter cette démarche afin de renforcer notre positionnement. Cette conférence est une occasion à ne pas manquer : celle de proposer des solutions concrètes aux problèmes de nos îles. Nul doute que les réponses attendues seront trouvées, grâce à la fusion de nos suggestions et à la complémentarité de nos initiatives.

Dans cet ordre d'idées, le IVème Sommet si attendu des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la COI saura donner les stimulations nécessaires. Si nous sommes tous fermement engagés pour la réussite économique de nos îles, alors nous ne pouvons occulter son corolaire qui veut que notre réussite passe par une meilleure desserte maritime et aérienne entre elles, autrement dit une meilleure connectivité.

Cette connectivité est un levier indispensable à la construction de l'espace économique et commercial que nous appelons de nos vœux. Il en est de même du développement des secteurs du tourisme avec le concept des Iles Vanilles, le renforcement du secteur privé et de la société civile. Tous ces espaces de développement sont à même de contribuer à la stimulation du processus de complémentarité économique entre nos Etats et à élargir l'aire de leurs intérêts réciproques.

En temps qu'insulaires, nous sommes à la fois les plus connectés aux aléas de l'économie globale, et les plus isolés. Nous soulignons l'importance de pouvoir situer notre organisation à mieux défendre nos intérêts à travers le renforcement de nos partenariats en désignant de nouvelles relations avec des pays de notre régions qui partagent nos préoccupations, nos contraintes, ainsi que nos opportunités économiques. Notre organisation est fondée sur la défense des spécificités insulaires et d'une histoire partagée. Notre avenir dépend aussi de notre volonté à faire cause commune avec nos voisins les plus proches et redéfinir la trajectoire du développement insulaire.

Au vu des objectifs de la conférence de Samoa, nous avons d'ores et déjà mesuré les progrès que nous avons réalisés, mais aussi, les insuffisances qu'il nous reste à combler afin de rendre plus effectives les actions que nous entreprendrons à l'avenir dans le cadre de notre développement durable.

La poursuite de notre cheminement vers plus de succès requiert de la perspicacité ; d'une part, dans l'identification des nouveaux défis et des solutions à privilégier pour y répondre, d'autre part, dans la saisie des opportunités qui émergent et que nous jugeons objectivement favorables pour le développement durable de

notre région.

Nous sommes appelés, en tant que Petits Etats insulaires en Développement, à rester solidaires et à collaborer étroitement entre nous et avec nos partenaires au développement.

Chers collègues,

Comme vous le savez, les Seychelles postulent pour un siège au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour l'année 2017-2018. Notre candidature est motivée par la volonté de projeter l'indiaocéanie comme zone de paix et de stabilité, et de défendre les valeurs qui nous unissent à travers la COI depuis plus de 30 ans. Notre candidature est à l'étude l'Union africaine, et je remercie les états de la COI de leur soutien pour cette candidature en faveur de notre région.

Pour l'indianocéanie, nous avons une ambition commune : faire d'elle une région qui brille dans ses multiples facettes : économique, sociale, culturelle, environnementale ; avec une place dans le monde qui soit un espace de paix et de sécurité, bref un modèle d'excellence.

Mesdames et Messieurs,

Au moment où les Comores arrivent à la fin de son mandat, je tiens à exprimer mes vifs remerciements au Ministre des Affaires Extérieures, Monsieur El-Anrif Said Hassane, pour la nouvelle impulsion qu'il a su donner à notre Organisation qui - j'en suis sûr - peut toujours compter sur l'énergie et la disponibilité dont il ne s'est jamais départi tout au long de ces derniers mois.

À Madagascar qui assume enfin la Présidence de notre Organisation, nous souhaitons plein succès. Nous savons combien elle ambitionne de renforcer la COI, dans l'intérêt de nos populations et pour le rapprochement de nos peuples.

Je ne saurais terminer cette intervention, Mesdames et Messieurs, sans remercier très chaleureusement notre Secrétaire Général, Jean-Claude de l'Estrac, pour son efficacité et son inlassable dévouement au service de la COI. Merci à lui ; merci à toute l'équipe de son secrétariat et à tous les agents, quels que soient leurs rôle et place dans la bonne marche de la nouvelle maison à Ebène.

Mes remerciements s'adressent également aux OPL, pour leurs actions inestimables en tant que relais et leviers des projets. Lors de leur dernier comité, ils ont établi avec justesse tous les enjeux de nos pays respectifs, pour les porter à l'attention de ce Conseil. La rigueur et le souci d'efficacité avec lesquels le présent Conseil a été préparé ainsi que la richesse des dossiers à l'ordre du jour, présagent une rencontre fructueuse.

Aussi, en guise de conclusion, je voudrais ici réitérer l'inébranlable volonté des Seychelles de toujours continuer sans relâche à porter plus loin le flambeau de notre cause commune, du partage et de la construction du bonheur de nos peuples.

Je vous remercie de votre attention !